



Newsletter

Franco-Arabe

LETTRE DE LA CHAMBRE DE COMMERCE FRANCO-ARABE - N° 142 / 2020 - JUIN/JUILLET 2020

Le monde « d'après » n'est pas pour demain

SOMMAIRE

- **Edito : le monde d'après n'est pas pour demain.**
p 1-2
- **Croissance mondiale en berne, forte reprise en 2021.**
p 3-4
- **L'avenir énergétique de l'Europe se jouera-t-il dans le Golfe ?**
p 5-6
- **Résumé de l'entretien au quotidien saoudien Arab News du Dr. Saleh Al-Tayar.**
p 7-8
- **Egypte : la zone économique du canal de Suez.**
p 9
- **Soudan : la démocratie rassure, l'économie inquiète.**
p 10-11
- **Foires et Salons.**
p 12-13
- **Monde arabe.**
p 14-15
- **La Covid-19 modifie le comportement des consommateurs.**
p 16



J'ai, je ne sais pourquoi, dans la tête depuis quelques temps, une ancienne chanson de Jean Gabin, « Je sais », dont vous vous souviendrez de certaines des paroles : « J'suis encore à ma fenêtre, je regarde, et j'm'interroge, maintenant je sais, je sais qu'on ne sait jamais ».

Ce qui est assez clair, en cet été, c'est que beaucoup de nos certitudes, de nos points de repères, ont éclaté au printemps, non pas d'une explosion de fleurs colorées, mais sous les coups de butoir de la Covid-19, aux sinistres images.

Ces certitudes ont laissé la place aux doutes, aux inquiétudes, aux interrogations. Aux annonces les plus catégoriques, aussi « le monde de demain..... ».

De quoi pouvons-nous, en fait, être à peu près « certains » ?

1) Que la crise sanitaire, dans laquelle nous sommes encore plongés, a torpillé nos perspectives de croissance, d'emploi, et semé le doute – pour ne pas dire la fin de la mondialisation telle que nous la connaissions.

2) Que cette crise sanitaire, mais aussi désormais économique et sociale profonde, durera plus longtemps que jusqu'au prochain hiver. Peut-être même durera-t-elle jusqu'en 2023 pour retrouver notre « situation antérieure » selon certaines analyses (The Economist Intelligence Unit).

3) Que les réponses apportées résultent pour les Etats, comme pour les entreprises, à devoir créer de la dette, beaucoup de dette....et qu'il faudra bien que ces

CHAMBRE DE COMMERCE FRANCO-ARABE

dettes soient traitées à un moment ou un autre. Mais comment ? Avec et par quels mécanismes ? Avec quelles conséquences dans les équilibres mondiaux ?

4) Que la situation actuelle crée de nouvelles inégalités et une « nouvelle donne » à construire. Deux illustrations : d'une part, ce sont les jeunes et les générations futures, qui auront à supporter l'impact de cette dette massive et des dettes induites que la crise génère – et auxquelles nous ne pouvons échapper. D'autre part, c'est la répartition des responsabilités entre les Etats et les entreprises - le secteur privé- qui se trouve à nouveau bousculée : l'Etat n'est-il pas de plus en plus le seul détenteur des responsabilités régaliennes, quand les entreprises, grandes et petites, ont, elles, à la fois le devoir d'assurer la continuité des services essentiels, tout autant que la création de richesses et d'emplois ? Un Etat de plus en plus stratégique, qui impacte par ses décisions, ce qui peut être fait, ou pas, mais de moins en moins acteur de terrain ?

5) Que nous sommes, enfin, rentrés dans une zone d'incertitudes politiques mondiales, au sens où il faudra bien prendre en compte - mais là encore comment - la capacité d'acceptation des peuples, pour ne pas dire des populations, et leurs aspirations profondes (santé, bien-être, travail, écologie, représentativité....).

Autant de certitudes, qui ne nous interpellent pas moins, et ouvrent à leurs tours de nombreuses questions.

Notre rôle, à la Chambre de Commerce Franco Arabe, peut être certes d'alimenter ces réflexions, il est surtout d'aider à apporter des contributions à la relance, de la façon la plus vigoureuse possible, de nos échanges avec les pays arabes, en aidant les entreprises. Pour cela nous avons des projets, et des idées.

La Chambre de Commerce Franco Arabe n'a pas fermé pendant la crise.

Elle a assuré une continuité de service pour la légalisation manuscrite sur documents originaux pour permettre aux entreprises de poursuivre leurs exportations ; elle a maintenu sa veille, sa capacité de réponses.

Aujourd'hui, la CCFA, dans cette période encore difficile, prépare la rentrée de septembre : petits déjeuners, conférences et rencontres, sur l'Arabie saoudite, mais aussi avec l'Union des Banques Arabes et Françaises, les groupes Transdev, Veolia, Antéa...

La CCFA prépare aussi la célébration du cinquantième de sa création et donc d'autant d'années consacrées au service des entreprises.

Alors, le monde d'aujourd'hui, est clairement, pour reprendre les mots d'Antoine Frérot, Président Directeur Général de Veolia, Président de l'Institut de l'Entreprise, « le monde d'avec ». « C'est-à-dire une période où nous devons vivre et travailler « avec » le risque sanitaire, ses conséquences sociales et économiques, et de nombreuses incertitudes au plan international ».

Les propositions qu'il a faites, dès le mois de mai, sont justes et pleines de bon sens.

« Nous devons décider et agir vite. Le « monde d'avec » ne doit pas être celui de la peur et de l'amertume, mais celui du courage et de l'action... ». Car celui-ci échappe à tout schéma classique. « Nous savons néanmoins que nous avons trois enjeux majeurs à traiter : celui de la restauration de notre productivité, de la préservation de l'emploi et du sauvetage du maximum d'entreprises (...)

Cependant, le niveau d'emploi français ne sera préservé que si l'appareil entrepreneurial de notre pays subsiste. Or, nous sommes nombreux à être inquiets pour les entreprises, en particulier pour les plus petites. La hausse du nombre de défaillances d'entreprises (...) pourrait fort bien se poursuivre à l'automne, au moment du redémarrage, en raison des besoins en fonds de roulement, du rappel des charges sociales et fiscales reportées, de la reprise des loyers (...). Ce qui n'est pas sauvé avant la fin de l'année 2020 ne sera pas recréé rapidement.

Il est donc vital de définir dès maintenant un plan de relance à la mesure de l'ampleur du défi car tout notre modèle socio-économique national dépend du dynamisme de notre secteur marchand – c'est-à-dire celui qui vend avec une marge (...). Le terrain de jeu classique des entreprises a été pulvérisé du jour au lendemain lorsque la puissance publique leur a demandé de s'immobiliser, décidant de qui pouvait travailler et de qui ne le pouvait pas. Elle est à présent seule à pouvoir véritablement donner l'impulsion permettant de relancer notre système (...) Pour l'instant, il convient de coopérer tous ensemble, afin de protéger tout ce qui peut l'être » a-t-il ainsi écrit et déclaré.

Pour la Chambre de Commerce Franco Arabe, on rajoutera : il convient de coopérer tous ensemble, afin de développer tout ce qu'il peut l'être.

Vincent Reina
Président de la CCFA

Croissance mondiale en berne, forte reprise en 2021



effets de la crise : la mise en place de dispositifs d'activité partielle et d'aides financières aux travailleurs mis au chômage technique, le soutien financier aux entreprises et les mesures visant à maintenir l'accès au crédit pour limiter les faillites, l'augmentation de l'apport de liquidités à l'économie par les Banques centrales pour limiter la hausse des coûts de l'emprunt et enfin les accords de swap au bénéfice de Banques centrales de plusieurs pays émergents pour éviter des pénuries de liquidités en dollars. Il n'en reste pas moins, qu'à quelques exceptions près, comme par exemple la Chine, l'Inde, ou l'Australie, l'Allemagne et le Japon, les chiffres récents de PIB se révèlent plus mauvais que prévu. Et les indicateurs laissent entrevoir une contraction encore plus prononcée de la croissance au deuxième trimestre.

La pandémie de la Covid-19 a fortement impacté l'activité économique mondiale et ses effets négatifs sur la croissance continuent de perturber la reprise économique compromettant les efforts de réformes et de développement dans de nombreux pays.

Dans son rapport d'avril dernier, le Fonds Monétaire International annonçait déjà un déclin de l'économie mondiale ; les données collectées depuis par ses services font craindre le pire. Elles annoncent une contraction encore plus prononcée que prévue, notamment dans certains pays où les mesures de confinement ont entraîné des perturbations importantes de l'activité.

Cette chute brutale de l'activité économique a eu des effets désastreux sur le marché de l'emploi. Selon le Bureau International du Travail, la baisse de l'activité, entre le dernier trimestre 2019 et le premier trimestre 2020, équivaut à la disparition de 130 millions d'emplois à plein temps. Et il est probable que la baisse enregistrée au cours du deuxième trimestre 2020 représente la disparition de l'équivalent de plus de 300 millions d'emplois à plein temps.

Certes, face à cette situation, plusieurs pays ont pris des mesures de grande ampleur pour atténuer les

Sur la base des nouveaux chiffres collectés, les analystes du FMI annoncent que la croissance mondiale devrait se contracter de 4,9 % en 2020, sous l'effet d'une baisse de la consommation provoquée par la distanciation physique et les mesures de confinement, d'une augmentation de l'épargne de précaution et d'un manque de vitalité des investissements. Pour 2021, le FMI prévoit, dans son scénario de référence, un raffermissement de la croissance mondiale qui devrait atteindre 5,4 %.

Ce scénario est toutefois fonction de plusieurs éléments qui peuvent tirer dans un sens ou dans l'autre la croissance, notamment la durée de la pandémie et les mesures de confinement nécessaires, la distanciation physique volontaire qui influera sur les dépenses, la capacité des travailleurs touchés à retrouver de l'emploi, les séquelles des fermetures d'entreprises et les sorties de chômage de la population active, les nouvelles mesures sanitaires sur le lieu de travail, le réajustement des chaînes d'approvisionnement mondiales et ses effets sur la productivité et enfin, l'ampleur des répercussions internationales de la baisse de la demande extérieure et des déficits de financement.

Dans le groupe des pays avancés, l'activité semble avoir été plus touchée que prévu, le PIB devrait se contracter de 8,0 % en 2020 avec des ralentissements profonds prévus aux États-Unis (- 8 %), au Japon (- 5,8 %), au Royaume-Uni (- 10,2 %), en Allemagne (- 7,8 %), en France (- 12,5 %), en Italie et en Espagne (- 12,8 %). En 2021, le taux de croissance global devrait monter à 4,8 % dans ces pays.

Dans les pays émergents et les pays en développement, la croissance devrait connaître une contraction de 3 % en 2020. En Chine, la croissance devrait rester dans la

zone positive en enregistrant un gain de 1 % en 2020, alors qu'en Inde, l'économie devrait se contracter de 4,5 %, pénalisée par une période de confinement longue et une reprise plus lente. En Amérique latine, où la plupart des pays ont encore du mal à maîtriser la pandémie, les deux plus grandes économies, le Brésil et le Mexique, devraient se contracter respectivement de 9,1 % et 10,5 % en 2020.

Par ailleurs, les fortes baisse des prix du pétrole vont causer de profondes récessions en Russie (- 6,6 %), en Arabie saoudite (- 3,8 %) et au Nigéria (- 5,4 %), tandis

**2020 année du
cinquantième
de la CCFA**



1970-2020

que les résultats économiques de l'Afrique du Sud pâtiront fortement de la crise sanitaire et font apparaître une baisse de l'activité (- 8 %).

En 2021, le taux de croissance des pays émergents et des pays en développement devrait monter à 5,9 %, en grande partie du fait du rebond prévu en Chine (8,2 %).



Croissance dans les pays de la zone ANMO

Dans la région du Proche et Moyen-Orient et d'Afrique du Nord, l'activité économique devrait se contracter de 4,2 % sous l'effet de la pandémie et de l'évolution du marché du pétrole, ce qui est loin de la croissance de 2,4 % annoncée par le FMI en janvier.

Dans les pays exportateurs de pétrole, l'activité devrait baisser de 5 % en raison de la chute des prix du brut. Dans les pays membres du Conseil de Coopération du Golfe (- 4,1 %), les faibles cours du pétrole et l'incertitude liée au coronavirus et les mesures de réduction de la production pétrolière vont considérablement affecter la croissance et pèseront lourdement sur les secteurs non pétroliers. L'Algérie (- 6,4 %) et l'Iraq (- 9,7 %) sont toujours aux prises avec les conséquences de la baisse des cours du pétrole et des vulnérabilités structurelles.

Dans les pays importateurs de pétrole, l'activité économique devrait se contracter de 0,8 % en 2020 avec la

baisse du tourisme et la détérioration des perspectives d'exportation. Ces prévisions sont loin du taux de croissance de 4,4 % prévu par le FMI en janvier. L'investissement devrait rester atone dans le climat d'incertitude qui règne au niveau mondial et national, tandis que la consommation restera limitée par les mesures de riposte à la pandémie. Le niveau élevé de la dette publique est un autre obstacle à la croissance dans ces pays importateurs de pétrole.

Recommandations du FMI

L'avancement des réformes structurelles dans la région peut contribuer à réduire les vulnérabilités à moyen terme tout en améliorant également les perspectives de croissance, estiment les analystes du FMI. Les programmes structurels lancés dans des pays comme l'Égypte et les programmes de diversification en cours dans les pays du CCG devraient aider à promouvoir des réformes favorables à la croissance.

Compte tenu de la dimension mondiale de la crise, le FMI incite les pays à coopérer dans de nombreux domaines pour relever les défis qu'ils ont en commun. Outre le soutien aux systèmes de santé, le Fonds Monétaire International appelle à une aide à la liquidité de toute urgence dans les pays confrontés à la fois à une crise sanitaire et à un déficit de financement extérieur.

Le Fonds estime que l'initiative du G-20 en faveur d'un gel temporaire des paiements au titre du service de la dette publique des pays à faible revenu est une première étape importante puisqu'elle aide ces pays à économiser leurs réserves internationales et à consacrer les fonds disponibles à la lutte contre la crise sanitaire. Par ailleurs, il rappelle que d'une manière générale, il est dans l'intérêt des créanciers et des emprunteurs des pays à faible revenu et émergents fortement endettés, de convenir rapidement, le cas échéant, d'un allègement de la dette à des conditions acceptables par les deux parties. Au-delà de la pandémie, les dirigeants doivent travailler de concert à résoudre les tensions commerciales et technologiques qui les opposent, et à combler les lacunes du système commercial multilatéral. Si aucune solution durable n'est trouvée pour apaiser ces tensions, il sera difficile d'envisager une reprise de l'activité au lendemain de la crise de la Covid-19.

Prévisions de croissance dans les pays de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord

Les prévisions de la Banque mondiale sont fréquemment actualisées en fonction des nouvelles données et de l'évolution de la conjoncture mondiale. Par conséquent, les projections présentées ici peuvent différer de celles contenues dans d'autres documents de la Banque mondiale, même si les évaluations de base des perspectives des pays ne diffèrent pas de façon significative à un moment donné.

	2017	2018	2019	2020	2021
Algérie	1.3	1.4	0.8	-6.4	1.9
Bahreïn	4.3	1.8	1.8	-4.5	2.3
Djibouti	5.4	8.4	7.5	1.3	9.2
Égypte	4.2	5.3	5.6	3.0	2.1
Irak	-2.5	-0.6	4.4	-9.7	1.9
Jordanie	2.1	1.9	2.0	-3.5	2.0
Koweït	-4.7	1.2	0.4	-5.4	1.1
Liban	0.9	-1.9	-5.6	-10.9	-6.3
Maroc	4.2	3.0	2.3	-4.0	3.4
Oman	0.3	1.8	0.5	-4.0	2.0
Qatar	1.6	1.5	-0.3	-3.5	3.6
Arabie saoudite	-0.7	2.4	0.3	-3.8	2.5
Tunisie	1.9	2.7	1.0	-4.0	4.2
Emirats arabes unis	0.5	1.7	1.7	-4.5	1.4
Cisjordanie et Gaza	1.4	1.2	0.9	-7.6	5.1

L'avenir énergétique de l'Europe se jouera-t-il dans le Golfe ?



Effondrement des prix du brut et recul de la demande mondiale de l'or noir, repli des investissements pétroliers et baisse des revenus des hydrocarbures, la planète pétrole suscite toutes les inquiétudes. Elle a été fortement secouée par la pandémie de la Covid-19 qui a poussé au confinement près de la moitié de la population mondiale, et contracté fortement la croissance et le commerce international.

Le pétrole a subi de plein fouet ce choc en raison de la réduction de la mobilité et de la mise à l'arrêt du transport aérien qui représentent près de 60 % de la demande mondiale de pétrole. Au plus fort du confinement en avril, la demande de brut en glissement annuel a diminué d'environ 25 mb/j. Pour l'ensemble de l'année, la demande pourrait baisser de 9 mb/j en moyenne, ramenant la consommation mondiale de l'or noir aux niveaux de 2012. Quant à la demande de gaz, l'impact de la pandémie a été plus modéré ; la baisse est autour de 2 % en glissement annuel, alors que la demande d'électricité a été déprimée de 20 % ou plus pendant les périodes de fermeture totale. Globalement, l'Agence Internationale de l'Energie estime que les pays en confinement total ont connu une baisse moyenne de 25 % de la demande d'énergie alors que les pays en confinement partiel ont connu une baisse moyenne de 18 %.

Avec un prix moyen prévu cette année aux alentours de 42 dollars le baril, contre 64 dollars l'année dernière, les prix du brut s'effondrent et les revenus de ce secteur pourraient plonger de 40 % en 2020 par rapport à 2019. Des baisses qui poussent les majors de cette industrie à tailler dans les investissements qui, selon l'IFP Energies nouvelles, devraient atteindre 517 milliards de dollars en 2020, soit 4 % de moins que l'an dernier où les dépenses avaient déjà reculé, et 40 % inférieures au record des investissements atteint en 2014. Un chiffre illustre à lui seul ce déclin : 71.000 puits ont été forés à terre et en mer l'an dernier, contre plus de 100.000 il y a cinq ans.

A court terme, ce recul des investissements pénalise la majeure partie des pays exportateurs dont l'économie repose en grande part sur des revenus liés aux hydrocarbures et dont les budgets sont bâtis sur les recettes provenant de ce secteur.

A plus long terme, la chute des investissements soulève des interrogations quant à la capacité des producteurs à alimenter le marché pour répondre à la demande en énergie et accompagner la reprise économique mondiale en germe. « Si les investissements restent aux niveaux de 2020 pour les cinq prochaines années, cela réduirait le niveau de l'offre en 2025 de près de 9 millions de barils par jour » annonce l'AIE. L'équilibre entre l'offre et la demande risquerait alors d'être perturbé, avec une production qui peinerait à répondre aux besoins du marché.

Cette contraction de l'offre toucherait tout particulièrement l'Union européenne, premier importateur mondial de pétrole après la Chine et les Etats-Unis. Cette baisse pourrait atteindre jusqu'à 8 % de la demande européenne. Un rythme supérieur au rythme de décline de la consommation pétrolière que connaît le vieux continent depuis 2010, principalement obtenue grâce à des gains d'efficacité énergétique et à des substitutions dans les transports et le bâtiment, ainsi que par une relative stagnation du volume du fret routier et une poursuite du déclin de certaines des industries les plus énergivores.

Cette contraction pourrait d'ailleurs s'aggraver par l'extrême volatilité des prix du brut constatée au cours de la dernière décennie qui rend incertaines les politiques d'investissement des pétroliers, et par la forte croissance de la demande attendue de l'Asie et de l'Afrique, deux continents dont la production devrait décliner, selon l'Agence Internationale de l'Energie.

Déclin de l'offre de la Russie et des pays de l'ex-URSS

Dans un rapport publié le 23 juin dernier, le groupe de réflexion « The Shift Project » annonce que plus de la moitié des pays producteurs de pétrole qui fournissent les pays européens vont voir leur offre se raréfier dans les années à venir. C'est notamment le cas pour la Russie et de l'ensemble des pays de l'ex-URSS, qui fournissent plus de 40 % du pétrole de l'UE et dont la production semble être entrée dans un déclin systématique. Ce constat s'applique aussi aux producteurs africains de pétrole qui assurent près de 10 % des approvisionnements de l'Union européenne.

Alors, ce déclin annonce-t-il la fin du pétrole bon marché ? Poussera-t-il les pays européens à remettre en équation leurs stratégies et se tourner encore plus vers les pays du Golfe pour sécuriser leurs approvisionnements futurs en hydrocarbures ?

2020 année du cinquantenaire de la CCFA



1970-2020

Depuis trois décennies, les découvertes de pétrole conventionnel sont au plus bas. Et les champs existants connaissent une lente décrue, de l'ordre de 4 % de la consommation de la planète. Or selon l'Agence Internationale de l'Energie (AIE), les nouveaux projets de pétrole conventionnel nécessaires pour parer au risque d'un resserrement de l'offre mondiale à l'horizon 2025 ne semblent pas être en passe de se matérialiser.



Pas plus que la production mondiale de « pétrole de schiste » ne semble être sur la bonne voie pour doubler par rapport à son niveau de 2017, ni a fortiori de tripler,

Le déclin du pétrole poussera-t-il les pays européens à remettre en équation leurs stratégies et se tourner vers les pays du Golfe pour sécuriser leurs approvisionnements futurs en hydrocarbures ?

pour assurer le relai, son essor étant fortement conditionné par le prix de l'or noir sur le marché, le niveau élevé de son endettement, et le problème endémique des cash flows négatifs qui fragilisent ses producteurs. D'ailleurs, les compagnies américaines de taille moyenne ou modeste travaillant dans ce secteur « se serrent la ceinture » avec des investissements qui ont reflué de 7 % en 2019 et devraient encore reculer en 2020. Cette baisse n'est que partiellement compensée par les *majors*

comme Exxon, Chevron, Shell et BP, qui continuent à pousser leurs dépenses pour développer le schiste, notamment au Texas et au Nouveau-Mexique.

Les pays du Golfe peuvent compenser le manque d'offre en 2025

Rystad, l'agence d'intelligence économique norvégienne, évalue, dans l'hypothèse où la demande mondiale qui était de l'ordre de 100 mb/j avant la crise, atteindrait 105 mb/j en 2025, la perte de futures nouvelles capacités de production entraînée par les réductions d'investissement à 6 mb/j à l'horizon 2025. Par ailleurs, elle estime que les principaux pays du Golfe devraient être capables d'accroître leur production afin de remplacer 3 à 4 mb/j ainsi perdus, et que le reste sera probablement comblé par le développement du « pétrole de schiste » à condition toutefois que le prix du baril remonte effectivement au-delà des 70 dollars.

Dans le concert des pays du Golfe qui peuvent contribuer à compenser le manque d'offre et où la croissance de la production pétrolière semble solide et stable, l'Irak arrive en tête du peloton. En effet, le pays dispose de réserves massives de pétrole sous exploitées ou épar-

gnées par un quart de siècle de guerres avec un taux faible de production mature estimé à 13 % en 2019, selon Rystad. Viennent ensuite l'Arabie saoudite, et dans une moindre mesure le Koweït, qui bénéficient tous deux de faramineuses réserves de pétrole conventionnel extractibles à bas coût. Les réserves techniques dites « 2P », prouvées et probables, de l'Arabie saoudite sont de l'ordre de 300 milliards de barils selon les autorités du pays. Un quart seulement de la production de l'Arabie saoudite est mature. Ce taux atteint 60 % dans le cas du Koweït.

Quant à la Libye et à l'Algérie, deux pays sur la frontière sud de l'Europe, ils seraient confrontés au cours de cette décennie à un déclin de leur production existante. Toutefois, ce déclin pourrait être compensé par le développement de la production des réserves connues depuis longtemps, mais dont l'exploitation a été laissée de côté, ou par la mise en production de nouvelles ressources intactes.

Les investissements prévus cette année dans le secteur de l'énergie devraient chuter d'un tiers pour le pétrole dans son ensemble et d'environ 50 % pour le pétrole de schiste, affecté plus durement par la baisse des prix compte tenu de ses coûts de production élevés. Dans les autres technologies considérées comme propres (capture et séquestration du CO2, batteries, mesures d'efficacité énergétique, nucléaire, renouvelables) les investissements devraient décliner de seulement 11% pour atteindre environ 560 milliards de dollars contre 630 milliards l'an dernier, selon l'AIE.

Investissements dans l'énergie dans les pays arabes

Dans la région ANMO, selon la « Arab Petroleum Investments Corporation », les montants des investissements dans les secteurs de l'énergie, sur la période 2020-2024, devraient atteindre 792 milliards de dollars, contre 965 milliards de dollars sur la période 2019-2023, soit une baisse de 173 milliards de dollars.

Toutefois, les investissements engagés dans la région du CCG devraient augmenter de 2,3 %. Le recul global des investissements dans la zone ANMO serait largement attribué à la quadruple crise développée au début de cette année : la crise sanitaire de la Covid-19, la crise pétrolière avec la chute de la demande mondiale, et la baisse des prix et enfin la crise financière qui en découle des deux premières. Les investissements dans la région ANMO se focalisent principalement en Arabie saoudite, aux Émirats arabes unis, en Irak et en Égypte, avec une part du secteur privé dans ces investissements qui tombe à 19 % en 2020 contre 22 % en 2019.

Les perspectives des investissements énergétiques dans la région ANMO en 2020 indiquent qu'ils sont principalement tirés en Arabie saoudite par les secteurs du gaz et de l'électricité avec des dépenses de 39 milliards de dollars et 41 milliards de dollars respectivement ; en Irak, par le secteur du gaz et de l'électricité à hauteur de 33 milliards de dollars ; aux Emirats arabes unis, pour la maximisation de la capacité pétrolière à hauteur de 45 milliards de dollars, et enfin en Égypte pour la nouvelle campagne pétrochimique à hauteur de 38 milliards de dollars.

Dans un entretien au quotidien saoudien « Arab Times »

Dr. Saleh Al-Tayar, Secrétaire général de la CCFA : « il faut jouer ensemble gagnant-gagnant »



Dans un entretien accordé au journal saoudien « Arab News », un quotidien à fort tirage en anglais, le Secrétaire général de la Chambre de Commerce Franco Arabe, le Dr. Saleh Al-Tayar, a évoqué les relations historiques entre la France et le Royaume saoudien et leurs impacts sur le niveau des échanges économiques entre les deux pays. Il a par ailleurs abordé les opportunités offertes aux entreprises françaises par les mégaprojets saoudiens portés par le plan de développement « Vision 2030 ».

Revenant sur les relations historiques entre la France et le Royaume saoudien, le Secrétaire général de la CCFA a notamment rappelé qu'elles « remontent loin dans le temps et suivent inlassablement le sillage tracé par le fondateur de la Vème République, le Général de Gaulle, et le troisième fils du Père de la dynastie saoudienne, le Roi Fayçal Bin Abdel-Aziz, lors de leur rencontre historique à Paris en 1967 ».

Il a notamment indiqué que la France et l'Arabie saoudite étaient depuis très longtemps deux pays amis qui ont su développer, au cours de leur longue histoire, des relations de coopération riches et denses dans différents domaines et notamment dans les domaines économiques, militaires et culturels.

A ce titre, il a rappelé que les visites croisées des responsables des deux pays, au plus haut niveau, confirment ces liens d'amitié, consolident la primauté des relations franco-saoudiennes dans la région, soulignent la convergence de leurs points de vue sur les dossiers les plus chauds et dynamisent leurs relations économiques. D'autant plus, a-t-il dit, que les deux pays ont des économies extraordinairement complémentaires. « L'Arabie saoudite

peut apporter beaucoup à la France en terme de relais de croissance pour ses entreprises et la France peut apporter à l'Arabie saoudite, engagée dans des investissements d'avenir exceptionnels, son savoir faire dans beaucoup de domaines ». Tout ceci peut mener et doit mener, a-t-il insisté, à une collaboration vaste et à l'établissement de partenariats sans limite.

Les échanges commerciaux entre la France et l'Arabie saoudite ont doublé en dix ans

Quant aux échanges économiques entre les deux pays, le Dr. Saleh Al-Tayar a rappelé que la France était le huitième partenaire de l'Arabie saoudite avec 3% de parts de marché et que l'Hexagone était son troisième investisseur étranger avec près de 15 milliards de dollars. « 80 entreprises françaises sont installées en Arabie saoudite et 4.000 entreprises françaises exportent vers le royaume dont 500 nouvelles entreprises sur les deux dernières années » a-t-il indiqué. Et de poursuivre que ces entreprises travaillent dans divers secteurs allant du transport, du BTP et de l'énergie, à la distribution et au secteur bancaire. Ces entreprises favorisent la saoudisation des emplois avec un taux moyen de 35 %, ce qui correspond, a-t-il dit, à la fourchette haute pratiquée en général dans le royaume, et elles emploient près de 40.000 personnes dont 10.000 Saoudiens.

Abordant le volume des échanges entre les deux pays, qui a presque doublé au cours des dix dernières années, le Secrétaire général de la CCFA a indiqué que les exportations françaises vers le royaume se chiffraient à 3 milliards d'euros en 2019 et les importations françaises en provenance du royaume à 6,53 milliards d'euros. Tous ces chiffres, a-t-il indiqué, « permettent de dire que les échanges entre les deux pays progressent fortement et se développent constamment ».

Toutefois, il a souligné que le volume de ces échanges ne reflète pas le niveau des relations amicales qui existent entre les deux pays et qu'une grande marge reste encore possible pour augmenter ce volume. Il a indiqué que la Chambre de Commerce Franco Arabe travaillait dans ce sens.

S'attardant quelque peu sur les mégaprojets à l'étude ou en cours de réalisation que le gouvernement saoudien, dirigé par le prince héritier, Mohammed ben Salmane, a engagé dans son ambitieux plan de développement, « Vision 2030 », afin de développer de nouvelles sources de richesses, de

**2020 année du
cinquantième
de la CCFA**



1970-2020

préparer l'après pétrole et de procurer à la jeunesse un avenir certain, le Secrétaire général de la CCFA a notamment souligné que le royaume prévoit d'investir des centaines de milliards de dollars pour développer ses infrastructures, exploiter les nouvelles sources d'énergies, améliorer les réseaux de transport, et l'offre dans les domaines de la santé, de l'éducation et de la formation. « Rien que dans le domaine de l'industrie du divertissement près de 64 milliards de dollars seront investis » a-t-il indiqué.

Les méga-projets en Arabie saoudite

Parmi les grands projets, il a cité la ligne de métro qui reliera en vingt minutes l'aéroport de Riyad au King Abdallah Financial District, le méga quartier d'affaires où auront lieu les réunions du prochain sommet du G20. Il a par ailleurs cité le projet Neom, la cité du futur, qui fera d'un désert de 25.000 km² une ville futuriste abritant des usines de voitures, des hôpitaux, des entreprises « tech » et des complexes hôteliers à foison. Un projet tellement ambitieux, a-t-il souligné, qu'il évoque des technologies qui ne sont pas encore déployées aujourd'hui.

Il a par ailleurs cité le Red Sea Project, autre projet qui prévoit la construction d'une station balnéaire de luxe écoresponsable entre les villes de Umluj et Al Wajh, dédiée au bien être, au sport et à la culture.

Enfin, il a évoqué le grand projet touristique d'Al-Ula, un parc naturel, touristique, archéologique et culturel de la superficie de la Belgique, abritant des vestiges de plusieurs époques dans le nord-ouest du pays. Et pour terminer, il a rappelé que le raid « Dakkar » se disputera en Arabie saoudite pour encore quatre ans.

L'expertise française est déjà à pied d'œuvre

Dans cette transformation de l'Arabie saoudite, a-t-il souligné, la France a bien évidemment toute sa place, car elle dispose des atouts et des forces qui peuvent répondre aux ambitions du royaume. Les acteurs français que ce soit dans le domaine du luxe, de l'hôtellerie, du tourisme ou encore dans l'événementiel et le divertissement sont des leaders mondiaux et leurs savoir-faire sont reconnus, a-t-il dit. Et de poursuivre que l'expertise française est déjà à pied d'œuvre dans plusieurs projets notamment le métro à Riyad, où Alstom Transport fait partie du consortium qui a rem-

porté le contrat de conception, de construction, de fourniture et de mise en service de trois des six lignes, mais aussi le réseau de bus déployé par RATP Dev dans plusieurs grandes villes du pays, la gestion du projet touristique d'Al-Ula et bien d'autres projets. Il a invité les entreprises françaises à saisir toutes les opportunités qui se présentent aujourd'hui dans le royaume et à élargir le champ de coopération qui existe déjà entre la France et l'Arabie saoudite et d'en diversifier ses composantes.

Pour terminer, il a exprimé le souhait de voir la France et l'Arabie s'engager rapidement sur la voie d'un partenariat économique durable et renforcé. « Il y a d'importants besoins en Arabie saoudite et il y a autant de besoins d'investissements en France ; il faut jouer ensemble gagnant-gagnant » a-t-il dit. Et de poursuivre : cela passe par la qualité de nos relations humaines et par l'élimination de certaines barrières administratives qui peuvent ralentir les projets. A cet égard, il a rappelé que l'Arabie saoudite était, selon le rapport Doing Business 2020 de la Banque mondiale, parmi les 10 pays qui ont enregistré le plus de progrès dans la modernisation de sa législation sur les investissements étrangers.

Instances CCFA, juin 2020

A l'occasion des réunions institutionnelles de la CCFA qui se sont tenues en juin de façon dématérialisée, compte tenu de la situation de crise entraînée par la pandémie de la Covid-19, le mandat du Dr. Saleh Al-Tayar, Secrétaire général de la CCFA, a été reconduit.

Alors que la CCFA prépare le cinquantième anniversaire de sa création, nous adressons au Dr. Al-Tayar nos félicitations et lui souhaitons la meilleure poursuite possible de sa mission.

Atelier d'information sur les réformes et les opportunités d'affaires dans le Royaume Saoudien

Efficacité énergétique, ENR, tourisme, divertissement, sécurité alimentaire, santé... autant de secteurs porteurs sur le court et moyen terme.

Le ministère de l'Investissement d'Arabie saoudite (MISA), avec Business France et en association avec l'Agence française pour le développement d'Al-Ula et la Chambre de Commerce Franco Arabe (CCFA), organisent, le 15 septembre 2020, 8H30, un atelier d'information à Paris pour présenter les principales réformes et opportunités d'affaires.

Contact : M. Dominique Brunin, dominique.brunin@ccfranco-arabe.org

Inscription et site internet : <https://events-export.businessfrance.fr/atelier-arabie-saoudite-2020>

Egypte : zone économique du Canal de Suez



« Développer et relancer l'économie nationale en profitant de la place géographique exceptionnelle du canal, transformer le pays en un carrefour international pour les trois continents, et faire de l'Égypte un centre économique, logistique, industriel et commercial international, tel était le grand rêve égyptien en lançant le creusement d'un canal parallèle à celui existant.

Ce projet pharaonique réalisé en 12 mois seulement a projeté l'Égypte au premier rang des puissances économiques du continent africain et sur la scène arabe.

Si la construction du Canal de Suez en 1859 par le Duc Ferdinand de Lesseps a marqué le XIX^{ème} siècle, l'élargissement du canal et le développement économique de sa zone tout au long de ce couloir maritime seront sans doute parmi les grands projets qui marqueront le III^{ème} millénaire.

Inauguré le 6 août 2015, le nouveau canal voit passer chaque année près de 10 % du commerce mondial de marchandises et offre en vertu des accords que l'Égypte a signés avec ses partenaires un accès préférentiel à près de deux milliards de clients en Europe, en Asie, dans le monde arabe et en Afrique. Aujourd'hui la zone du canal est en forte effervescence et le développement sur ses deux rives d'une myriade d'industries se renforce sans cesse.

La Zone Économique du Canal de Suez est administrée par un Conseil d'administration autonome, composé de représentants des différents ministères concernés, et des parties prenantes du secteur privé. Elle dispose de larges prérogatives pour assurer la gestion et le développement de cette zone et négocier en direct les exemptions de taxes et impôts, ainsi que les garanties qu'elle assure aux nouveaux investisseurs.

Dans le cadre de ses prérogatives, l'administration du canal a développé des incitations douanières et financières pour attirer les investisseurs comme elle a procédé à l'instauration de certaines procédures pour simplifier et accélérer leur installation dans cette zone. Dans cet objectif, elle a mis en place un système de « guichet unique » qui offre aux investisseurs un interlocuteur unique pour accomplir toutes les démarches, régler tous les problèmes et payer toutes les taxes.

Au titre des incitations financières, les autorités du canal accordent aux investisseurs le bénéfice d'un traitement préférentiel, grâce à une exonération fiscale de 50 % du coût d'investissement, et ce sur une période de sept ans. Par ailleurs, sur le plan de l'impôt direct, et particulièrement la taxe sur la valeur ajoutée, celle-ci n'est applicable que sur les produits exportés vers le marché local. Certains produits sont exonérés des taxes douanières notamment, le matériel jugé nécessaire à la production : équipement, matières premières, pièces détachées, ou les biens destinés à la réexportation. Toutes les autres taxes sont applicables dans la zone, comme les taxes immobilières ou autres. Toutes ces taxes sont retenues et payables dans la juridiction de la zone.

Quant aux incitations non-financières, elles découlent de l'emplacement de cette zone économique et de sa position stratégique située au carrefour des principales routes commerciales internationales maritimes. La zone est l'entrée principale du continent africain, et elle relie l'Est à l'Ouest. Par ailleurs, elle dispose d'importantes ressources en main-d'œuvre et de personnel hautement qualifié avec des salaires compétitifs. Enfin, la zone du canal bénéficie des accords commerciaux internationaux de libre échange que l'Égypte a signés avec ses partenaires pour maintenir l'environnement le plus favorable aux entreprises, et garantir l'entrée gratuite de leurs marchandises et produits sur des marchés de près de deux milliards de consommateurs en Europe, en Asie, au Moyen-Orient et en Afrique.

Autres incitations développées par l'autorité du canal, les procédures douanières qui facilitent le commerce international. Dans ce cadre, un système de tarification conforme aux normes internationales a été mis en place, l'examen des échantillons garantit un contrôle précis et approfondi en un seul endroit, la délivrance du certificat d'origine, faite directement par l'autorité du canal, est rapide et les règles et réglementations sur les produits importés sont transparentes, simples et claires.

Par ailleurs, les investisseurs peuvent importer directement, ou via un tiers, les produits ou matériels nécessaires, et les entreprises peuvent exporter leurs produits directement, ou par l'intermédiaire d'un tiers, sans passer par l'octroi d'une autorisation ou d'un permis officiel. Enfin les entreprises installées dans la zone n'ont pas l'obligation de s'inscrire sur le registre des exportateurs / importateurs.

Au cours des dernières années, l'Égypte a connu une forte croissance, une baisse sensible du chômage, une inflation modérée, la constitution de solides réserves et une réduction significative de la dette publique. La pandémie de la Covid-19 a temporairement recentré les priorités du gouvernement pour faire face à la crise économique et sanitaire. Mais le pays dont la croissance économique était parmi les plus fortes et les plus rapides des marchés émergents avant la pandémie dispose des moyens et des ressources pour préserver les réalisations enregistrées au cours des quatre dernières années et continuer ainsi sur le chemin du progrès.

Visitez le site
de la **Chambre**
de commerce
franco-arabe
www.ccf franco-arabe.org

Soudan : la démocratie rassure, l'économie inquiète



Situé dans le Nord de l'Afrique, le Soudan qui a pour capitale la ville de Khartoum, se situe en bordure de la mer Rouge. Traversé de part en part par le Nil, le pays est bordé au Nord par l'Égypte et la Libye, à l'Ouest par le Tchad et la République Centre-Africaine, à l'Est par l'Érythrée et l'Éthiopie et au Sud par le Soudan du Sud. Avec une superficie de 1.886.068 km², le Soudan est le troisième plus grand pays d'Afrique après l'Algérie et la République Démocratique du Congo.

L'histoire de ce pays remonte loin dans le temps, et elle est marquée par l'influence militaire et culturelle de ses voisins, notamment l'Égypte, la Péninsule Arabique ou l'Éthiopie et plus récemment le Royaume-Uni et les États-Unis. Son territoire recoupe plusieurs anciens royaumes dont le royaume de Koush, ceux du Darfour et de Nubie. Conquis par les Britanniques en 1884, le Soudan accède à son indépendance en 1956.

Plus près de nous, l'histoire du Soudan est marquée par les trente années de dictature d'Omar El Bachir, destitué et arrêté par l'armée en avril 2019 suite à un soulèvement populaire. L'ancien dictateur, faisant l'objet de deux mandats d'arrêt internationaux pour crimes de guerre, crimes contre l'humanité et génocide dans le conflit du Darfour qui a fait plus de 200.000 victimes, est aujourd'hui devant les juges de son pays.

Aujourd'hui le pays est gouverné par un Conseil de transition présidé par un militaire avec un organe

exécutif dirigé par M. Abdallah Hamdok en attendant la nomination d'une Assemblée législative constituante et la tenue d'élections générales prévues en 2022.

Le Premier Ministre, Abdallah Hamdok, est un économiste rompu aux affaires publiques. Il a notamment occupé le poste de Secrétaire exécutif adjoint de la Commission économique pour l'Afrique et exercé plusieurs fonctions à l'Organisation Internationale du Travail et à la Banque Africaine de Développement. La priorité de son action est de trouver une solution à la triple équation : mettre fin aux guerres internes, construire la paix, et trouver des solutions durables aux questions économiques et politiques urgentes.

Sur le thème « société civile, développement durable et climat des affaires : le réveil du Soudan », le Centre Euro-Soudanais pour la paix, le Centre d'études des conflits et des actions humanitaires ainsi que la société Netxéos International ont organisé une vidéoconférence le 29 juin dernier, pour exposer les nouveaux défis du Soudan ainsi que les opportunités de développement et d'industrialisation. Plusieurs personnalités du monde politique et économique, notamment les ministres soudanais de l'Industrie et du Commerce, le ministre des Finances et le ministre de l'Energie, ainsi que l'envoyé spécial de la France M. Jean Michel Dumont ont participé à cet événement pour lequel la Chambre de Commerce Franco Arabe a collaboré activement à son organisation.

Depuis la sécession du Soudan du Sud en 2011, la situation économique du pays reste difficile. La sécession a fait perdre au Soudan un tiers de son territoire, un quart de sa population, 75 % de ses réserves de pétrole et plus de 75 % de ses recettes fiscales. Il entre en récession en 2011-2012 et ne s'en remettra que difficilement après un accord avec le Soudan du Sud qui lui verse une partie de ses revenus pour le transport de son pétrole.

Depuis 2018, l'économie du Soudan traverse à nouveau une période difficile. Selon le FMI, la croissance du PIB s'est contractée de 2,5% en 2019 après 2,3% en 2018. Il devrait encore reculer de 1,6 % en

2020 et de 0,8 % en 2021 en raison de la situation politique, de la demande intérieure inerte et de la faiblesse des investissements du secteur privé.

La contraction du secteur des services, le déclin des investissements dans l'immobilier et les services aux entreprises, le recul de l'agriculture sous l'effet des manques d'intrants (carburant), la pénurie persistante de devises fortes, l'hyperinflation (50,6 % en 2019), la faible confiance dans le système bancaire et l'instabilité politique et sociale expliquent cette situation selon la Banque Africaine de Développement (BAD).

**2020 année du
cinquantième
de la CCFA**



1970-2020

Une économie en grande difficulté

Enfin, le climat des affaires est atone, plombé par l'incertitude politique qui décourage l'investissement privé et un cadre juridique et réglementaire inadéquat. Par ailleurs, la qualité de la main-d'œuvre peu qualifiée contribue à un taux de chômage élevé

des emplois et accroître le revenu national et les recettes en devises étrangères. L'agro-industrie non alimentaire comme les biocarburants, les biomatériaux et les biotechnologies industrielles, pourront accélérer la croissance en développant des chaînes de valeur qui diversifient l'économie, ce qui permettrait de compenser la perte de revenus pétroliers.



(16,5 % en 2019 selon le FMI, avec 25 % de chômage parmi les jeunes) et sape la productivité dans les secteurs manufacturier et de la construction.

Le Soudan a besoin de 8 milliards de dollars d'aide étrangère au cours des deux prochaines années pour couvrir sa facture d'importations et aider à la reconstruction de son économie et de 2 milliards de dollars supplémentaires en dépôts de réserves.

Le déficit budgétaire a atteint 10,8 % du PIB en 2019. Il devrait s'élever à 15 % du PIB en 2020 selon le FMI. Les ratios d'endettement public et extérieur s'élevaient respectivement à 211,7 % et 198,2 % du PIB en 2019 (FMI). Ils devraient continuer d'augmenter en 2020 et 2021. L'importante dette publique, essentiellement extérieure, est composée d'arriérés induits des paiements d'intérêts élevés.

Quant à l'inflation, qui a atteint 51% en 2019 selon le FMI, elle devrait continuer d'augmenter pour s'élever à 81,3 % en 2020 et 91,1% en 2021, entretenue par la poursuite de la dévaluation de la livre soudanaise et la monétisation du déficit budgétaire qui était à 5,7 % en 2019, mais devrait remonter à 9,9 % en 2020 et 10,9 % en 2021. Le pays est en situation de surendettement, ce qui réduit sa capacité à mobiliser des ressources nationales ou à emprunter sur les marchés internationaux, d'autant plus qu'il est inscrit sur la liste américaine des Etats soutenant le terrorisme.

Le Soudan, un pays riche en ressources agricoles

Il est le premier producteur mondial de gomme arabique. L'agriculture contribue à hauteur de 32 % du PIB (2019). Mais les taxes élevées et la mauvaise gestion freinent les investissements dans ce secteur depuis des décennies.

Environ 63 % des terres du Soudan sont agricoles et seulement 15 à 20 % de celles-ci sont cultivées. L'agriculture irriguée à grande échelle pourrait créer

Un plan d'urgence de soutien à l'économie

Et c'est le vœu du Premier Ministre, spécialiste en économie agricole, qui a déclaré récemment : « nous voulons passer à une économie productive et cesser d'exporter des produits tels que le bétail et l'agriculture en tant que matières premières... Nous viserons plutôt à les traiter de manière à créer de la valeur ajoutée. »

Pour remédier à cette situation, le ministre de l'Économie et des Finances, M. Ibrahim Ahmed Badawi, ancien fonctionnaire de la Banque mondiale, a lancé, en septembre de l'année dernière, un plan d'urgence axé sur la lutte contre le chômage, la stabilisation des prix, le renforcement

des institutions économiques et le passage d'un développement humanitaire à un développement viable. D'autres mesures, comme la restructuration du budget, qui s'orientera notamment vers des dépenses supplémentaires en matière d'éducation, de santé et de développement sont en cours d'élaboration.

Des objectifs qui, de l'avis de tous, auront du mal à se concrétiser sans aide extérieure.

M. Abdallah Hamdok a déclaré que le Soudan avait besoin de 8 milliards de dollars d'aide étrangère au cours des deux prochaines années pour couvrir sa facture d'importations et aider à la reconstruction de son économie dévastée. En outre, il a souligné la nécessité de disposer de 2 milliards de dollars supplémentaires en dépôts de réserves de changes pour mettre fin à la chute de la monnaie au cours des trois prochains mois.

A cette fin, le Premier Ministre a renoué avec les institutions financières mondiales comme le FMI ou la Banque mondiale dans le but de restructurer l'importante dette du Soudan, et il a parallèlement effectué des approches auprès de pays amis pour augmenter les réserves en devises de la Banque centrale. Il a également déclaré s'être entretenu avec les États-Unis pour retirer le Soudan de la liste des Etats qui parrainent le terrorisme.

les Émirats arabes unis et l'Arabie saoudite ont annoncé une aide de 3 milliards de dollars au Soudan, sous la forme d'un dépôt de 500 millions de dollars à la Banque centrale, ainsi que du carburant, du blé et des médicaments.

L'administrateur du Programme des Nations unies pour le développement (Prud) a mis en garde la communauté internationale sur le risque d'attendre trop longtemps avant d'intervenir et de soutenir le pays dans cette phase de transition qui pourrait se solder par un échec de par la situation économique plus que critique.

*Nous publions
ici les dates
annoncées
pour la tenue
des foires et
salons dans les
pays arabes
avant la
diffusion de
notre lettre
d'informations.
Certains de
ces événements
peuvent être
reportés ou
annulés en
fonction de
la crise
sanitaire dans
ces pays.*

FOIRES & SALONS

*Nous publions
ici les dates
annoncées
pour la tenue
des foires et
salons dans les
pays arabes
avant la
diffusion de
notre lettre
d'informations.
Certains de
ces événements
peuvent être
reportés ou
annulés en
fonction de
la crise
sanitaire dans
ces pays.*

ALGÉRIE

MAGHREB HEALTH 2020 - Le grand salon algérien des produits et équipements médicaux - Techniques et équipements médicaux et chirurgicaux, Métiers de la Santé - Palais des Expositions d'Alger - Alger (Algérie) - du 05 au 07 sept. 2020.

DJAZAGRO 2020 - Salon international de l'industrie agroalimentaire en Algérie - Palais des Expositions de la SAFEX à Alger du 21 au 24 septembre 2020.

MICA 2020 - Salon international de l'industrie minière-Technologies minières, Machines et véhicules de chantier - CIC Alger - Centre International des Conférences - Alger (Algérie) - du 05 au 07 oct. 2020.

ALGER INDUSTRIES 2020 - Salon professionnel international dédié à l'industrie - Industries du métal, Plastiques, Caoutchouc, Sous-traitance et Partenariats industriels - Palais des Expositions d'Alger- du 10 au 13 oct. 2020.

SIMA-SIPSA ALGÉRIE 2020 - Salon professionnel d'Afrique dédié à l'agriculture, l'élevage et à l'agroéquipement - Palais des Expositions d'Alger- du 10 au 13 oct. 2020.

ERA 2020 - Salon international des énergies renouvelables, des énergies propres et du développement durable - Le Méridien Oran Hotel & Convention Centre- Oran (Algérie) - du 19 au 21 oct. 2020.

ARABIE SAOUDITE

METAL & STEEL SAUDI ARABIA 2020 - Salon international au Moyen-Orient pour les industries du métal et la métallurgie - Industries du métal, Machines-outils, Outillage - Riyadh International Exhibition Centre - Riyadh (Arabie Saoudite) - du 08 au 10 sept. 2020.

SAUDI BUILD 2020 - Salon international des technologies de construction et des matériaux du bâtiment- Riyadh International Exhibition Centre- Riyadh (Arabie Saoudite) - du 05 au 08 oct. 2020.

JEWELLERY SALON - JEDDAH 2020 - Salon de la bijouterie de luxe et des pierres précieuses en Arabie Saoudite - Jeddah Hilton Hotel - Jeddah (Arabie Saoudite)- du 12 au 15 oct. 2020.

SAUDI AGRICULTURE 2020 - Salon de l'agriculture, de l'irrigation et de l'agro-alimentaire - Riyadh International Exhibition Centre - Riyadh (Arabie Saoudite) - du 19 au 22 oct. 2020.

SAUDI AGRO FOOD 2020 - Salon de l'agro-alimentaire et des équipements pour la restauration - Industrie agroalimentaire, Agriculture, Machines agricoles - Riyadh International Exhibition Centre - Riyadh (Arabie Saoudite) - du 19 au 22 oct. 2020.

BAHREIN

JEWELLERY ARABIA 2020 - Salon international de la bijouterie et de l'horlogerie, Joaillerie, Horlogerie, Industries du luxe - Bahrain International Exhibition & Convention Centre (BIECC) - Manama (Bahreïn) - du 17 au 21 nov. 2020.

EGYPTE

PACK 2 PACK 2020 - Salon international des solutions d'emballage et de logistique pour l'Afrique et le Moyen-Egypt International Exhibition Center (EIEC) - Le Caire (Égypte) - du 05 au 07 sept. 2020.

TISSUE MIDDLE EAST 2020 - Salon international des produits d'hygiène, du papier hygiénique et des industries transfor-

mation - Egypt International Exhibition Center (EIEC) - Le Caire (Égypte) - du 05 au 07 sept. 2020.

TURN KEY 2020 - Salon professionnel dédié aux industries des revêtements de murs et de sols; spécialement conçu pour répondre à la demande croissante en Égypte et dans la région MENA - Cairo International Convention & Exhibition Centre - Le Caire (Égypte)- du 10 au 13 sept. 2020.

SAHARA 2020 - Salon international de l'agriculture et de l'alimentation pour l'Afrique et le Moyen-Orient - Agriculture - Machines agricoles, Industrie agroalimentaire - Egypt International Exhibition Center (EIEC) - Le Caire (Égypte) - du 13 au 16 sept. 2020.

HACE 2020 - Salon international des fournitures et équipements pour l'hôtellerie - Le Caire (Égypte)- du 27 au 30 sept. 2020.

AFRICA FOOD MANUFACTURING 2020 - Salon international de l'emballage et des technologies de transformation de l'industrie agroalimentaire en Égypte - Egypt International Exhibition Center (EIEC) - Le Caire (Égypte) - du 11 au 13 oct. 2020.

ICEC (INTELLIGENT CITIES EXHIBITION & CONFERENCE) 2020 - Exposition et conférence dédiés aux villes intelligentes, au développement durable, aux technologies de l'information et des communications (TIC) - Fairmont Heliopolis Hotel Cairo - Le Caire (Égypte) - du 27 au 28 oct. 2020.

EMIRATS ARABES UNIS

SIAL MIDDLE EAST 2020 - Salon international de l'alimentation et des boissons pour le Moyen-Orient - Industrie agroalimentaire, Métiers de l'hôtellerie et de la restauration, Équipements et services pour les magasins - Abu-Dhabi National Exhibition Center - Adnec - Abu Dhabi (Émirats Arabes Unis) - du 08 au 10 sept. 2020.

TELECOMS WORLD MIDDLE EAST 2020 - Conférence internationale sur les télécommunications - Télécoms, Réseaux Internet & Intranet - Conrad Hotel Dubai - Dubai (Émirats Arabes Unis) - du 08 au 09 sept. 2020.

THE HOTEL SHOW DUBAI 2020 - Salon international de l'industrie hôtelière - Dubai World Trade Centre (Dubai Exhibition Centre) - Dubai (Émirats Arabes Unis) - du 15 au 17 sept. 2020.

THE RESTAURANT SHOW 2020 - Salon des cafés et restaurants à Dubai. Design, équipements, Métiers de l'hôtellerie et de la restauration, - Festival Arena by InterContinental - Dubai (Émirats Arabes Unis) - du 28 au 30 sept. 2020.

HALAL EXPO DUBAI 2020 - Le grand salon de l'économie Halal au Moyen-Orient - Industrie agroalimentaire, Métiers de l'hôtellerie et de la restauration - Crown Plaza Dubai - Deira - Dubai (Émirats Arabes Unis) - du 29 au 30 sept. 2020.

MIDDLE EAST WASTE & RECYCLING 2020 - Salon international pour la gestion des déchets, des services, des technologies et des installations de recyclage - Dubai World Trade Centre (Dubai Exhibition Centre) - Dubai (Émirats Arabes Unis) - en sept. 2020.

WETEX 2020 - Salon de l'eau, de l'environnement et des technologies de l'énergie - Dubai World Trade Centre (Dubai Exhibition Centre) - Dubai (Émirats Arabes Unis)- du 26 au 28 oct. 2020

SHARJAH WORLD BOOK FAIR 2020 - Salon international du livre - Expo Centre Sharjah - Sharjah (Émirats Arabes Unis) - en oct. 2020.

IRAK

ERBIL STYLE 2020 - Salon international de la mode, du cuir et de la chaussure en Irak - Erbil International Fairground- Arbil (Irak) - du 21 au 24 sept. 2020.

IRAQ ERBIL AGROFOOD 2020 - Salon professionnel international de l'alimentation et de l'agriculture, des procédés agro-alimentaires et de l'emballage - Erbil International Fairground- Arbil (Irak) - du 21 au 24 sept. 2020.

PROJECT IRAQ 2020 - Salon professionnel international des technologies, matériaux et équipements du bâtiment et de la construction - Erbil International Fairground - Arbil (Iraq) - du 21 au 24 sept. 2020.

BASRAH BUILDING 2020 - Salon international du bâtiment de Basra - Bâtiment et construction, Machines et véhicules de chantier, Pierre, Marbre et céramique, Génie Civil, Aménagement urbain - Basrah International Fair Ground - Bassorah (Irak) - du 10 au 13 oct. 2020.

JORDANIE

INTER-BUILD JORDAN 2020 - Salon et forum pour la construction, le bâtiment, la climatisation, l'immobilier, la décoration, l'architecture et le design - Zara Expo Amman- Amman (Jordanie) - du 14 au 17 sept. 2020.

STONE JO SHOW 2020 - Salon international de la pierre, du marbre et du granit en Jordanie - Zara Expo Amman- Amman (Jordanie) - du 14 au 17 sept. 2020.

HORECA JORDAN 2020 - Salon de l'hôtellerie et de la restauration - Métiers de l'hôtellerie et de la restauration, Industrie agroalimentaire - Zara Expo Amman- Amman (Jordanie) - du 06 au 08 oct. 2020.

KOWEIT

GIFTS EXHIBITION KUWAIT 2020 - Tapis, antiquités, ameublement, montres, argenterie, accessoires, habillement, artisanat, parfums et cosmétique - Décoration, Artisanat Mode, Habillement Parfums, Cosmétiques, Joaillerie, Horlogerie - Kuwait International Fairs Ground - Mishref (Koweït) - du 20 au 30 sept. 2020.

KUWAIT BUILDING SHOW 2020 - Salon du bâtiment et de la construction au Koweït - Kuwait International Fairs Ground - Mishref (Koweït) - du 07 au 10 oct. 2020.

KUWAIT INTERNATIONAL PERFUMES & COSMETICS EXHIBITION 2020 - Salon international des parfums et cosmétiques au Koweït - Kuwait International Fairs Ground - Mishref (Koweït) - du 22 oct. au 05 nov. 2020.

MAROC

ELEC EXPO 2021 - Salon international de l'électricité, de l'éclairage, de l'ingénierie électrique et de l'automatisation industrielle - Office des Foires et Expositions de Casablanca (OFEC) - Casablanca (Maroc) - du 30 sept. au 03 oct. 2020.

NORTH AFRICAN COATINGS CONGRESS 2020 - Congrès dédié à l'industrie de la peinture - Traitement de surface, Peinture, Colles, Adhésifs, Peintures - Hyatt Regency Hotel - Casablanca (Maroc) - du 14 au 15 oct. 2020.

COSMETISTA EXPO NORTH & WEST AFRICA 2020 - Salon professionnel international de la beauté, des cosmétiques et du bien-être - Office des Foires et Expositions de Casablanca (OFEC) - Casablanca (Maroc) - du 17 au 20 oct. 2020.

ENER EVENT 2020 - Salon international des énergies renouve-

lables et de l'efficacité énergétique - Office des Foires et Expositions de Casablanca (OFEC) - Casablanca - du 28 au 31 oct. 2020.

POLLUTEC MAROC 2020 - Salon international des équipements pour l'environnement. - Protection de l'environnement, Gestion des déchets, Recyclage, Gestion et traitement de l'eau, Aménagement urbain - Office des Foires et Expositions de Casablanca (OFEC) - Casablanca (Maroc) - oct. 2020.

OMAN

WORLD HEAVY OIL CONGRESS & EXHIBITION 2020 - Congrès et salon international du pétrole lourd - Oman Convention & Exhibition Centre - Muscat (Oman) - du 01 au 03 sept. 2020.

MAN HEALTH 2020 - Salon international des produits, services et équipements de santé, des sports et du fitness - Oman International Exhibition Centre - Muscat (Oman) - du 21 au 23 sept. 2020.

FOOD & HOSPITALITY OMAN 2020 - Salon international de l'alimentation - Industrie agroalimentaire, Métiers de l'hôtellerie et de la restauration, Emballage, - Oman International Exhibition Centre - Muscat (Oman) - du 05 au 07 oct. 2020.

INFRA OMAN 2020 - Salon des infrastructures et des projets industriels au Sultanat d'Oman- Génie Civil, Aménagement urbain, Routes, Ponts et tunnels, Équipements portuaires et aéroportuaires - Oman International Exhibition Centre - Muscat (Oman) - du 12 au 14 oct. 2020.

QATAR

HEAVY MAX 2020 - Salon international de la machinerie lourde - Machines et véhicules de chantier Bâtiment et construction Génie Civil, Aménagement urbain - Doha Exhibition & Convention Center - Doha (Qatar) - du 28 sept. au 01 oct. 2020.

PROJECT QATAR 2020 - Salon des technologies du bâtiment, des matériaux de construction et des technologies de l'environnement au Qatar - Doha Exhibition & Convention Center - Doha (Qatar) - du 28 sept. au 01 oct. 2020.

CITYSCAPE QATAR 2020 - Salon de l'immobilier, de la construction et des projets d'infrastructure au Qatar - Qatar National Convention Centre - Doha (Qatar) - du 13 au 15 oct. 2020.

MILIPOL QATAR 2020 - Salon international de la sécurité intérieure des Etats, des équipements de Police, de la sécurité des sites industriels et de la protection des populations - Défense, Armement, Sécurité, Gestion des risques - Doha Exhibition & Convention Center - Doha (Qatar) - du 26 au 28 oct. 2020.

TUNISIE

SIB SFAX 2020 - Salon de l'informatique, de la bureautique, de la communication et du multimédia - Parc des expositions de Sfax - Sfax (Tunisie) - sept. 2020

SIAT 2020 - Agriculture, Machines agricoles, Industrie agroalimentaire - Parc des expositions du Kram - Tunis (Tunisie) - du 07 au 10 oct. 2020.

SALON PROFESSIONNEL DE LA CONSTRUCTION ET DU BÂTIMENT « CARTHAGE » 2020 - Bâtiment et construction, Machines et véhicules de chantier, Maison individuelle - Parc des expositions du Kram - Tunis (Tunisie) - du 26 oct. au 01 nov. 2020.



Djibouti lance son Fonds souverain (FSD)

C'est fait! Djibouti vient de lancer le 24 juin dernier, par un décret d'application de la loi du 29 mars 2020, son Fonds Souverain (FSD). La création de ce Fonds est une mesure phare de la « vision 2035 » qui veut positionner Djibouti comme un hub commercial, logistique, portuaire et numérique incontournable. Institué sous forme d'une société anonyme de droit privé dont le seul actionnaire est l'État de Djibouti, le Fonds s'inscrit pleinement dans le plan de développement du pays. Il a pour but de démultiplier la capacité de Djibouti à investir, à se moderniser et à maximiser son potentiel économique et son attractivité.

Le Fonds permettra à Djibouti de mieux maîtriser les projets tout en privilégiant les intérêts nationaux et stratégiques du pays, d'augmenter sa marge de négociation avec des partenaires locaux ou internationaux et d'être le parte-

naire solide et engagé que recherchent les investisseurs extérieurs. Le Fonds devrait investir ou co-investir dans des secteurs clé de l'économie comme les télécoms, les nouvelles technologies, l'énergie, les infrastructures, la logistique, l'agriculture et la pêche et aura pour vocation de privilégier les projets soutenant une croissance durable et la mise en œuvre de la transition énergétique. Le Fonds sera financé par une mise de fonds initiale significative et des ressources récurrentes avec des dotations étalées dans le temps qui pourront atteindre 1,5 milliard de dollars en dix ans. Avec la création du Fonds souverain de Djibouti, malgré la crise sanitaire mondiale liée à la pandémie de coronavirus, le pays est décidé, plus que jamais, à investir dans l'avenir et l'économie de demain.



Tunisie : statistiques

Au cours des quatre premiers mois de 2020, la production industrielle en Tunisie a diminué de 8,5 % selon les données de l'Institut national de la statistique (INS). Cette baisse est attribuée principalement à la contraction enregistrée dans le secteur des industries mécaniques et électriques (22,3 %), du secteur de l'habillement, du textile et du cuir (32 %), des matériaux de construction (28,5 %), des produits du bois (16,8 %), du secteur du carton et d'emballage (21,9 %), des produits de laboratoire (29,8 %), du secteur du caoutchouc et du plastique (17 %). Par contre dans les secteurs des industries agricoles et alimentaires la pro-

duction a augmenté de 13 % en raison de la montée de la production d'huile d'olive, ainsi que la production dans le secteur chimique de 7,7 % et le secteur minier de 4,5 %.

Par ailleurs l'Institut national de la statistique a annoncé un net repli de l'inflation au mois de juin dernier qui passe à 5,8 % contre 6,3 % au mois de mai. Ce repli est dû à une décélération des prix des produits alimentaires (+ 4,3 %, contre + 4,7 % en mai), des produits et services dans le transport (+1,6 % contre +3,3 %) et enfin les prix dans le secteur de l'habillement et chaussures (+ 6,7 %, contre + 7,6 %).



Algérie : la Chine premier partenaire

La balance commerciale de l'Algérie a affiché un solde négatif de -1,5 milliard de dollars au premier trimestre 2020, soit un déficit en hausse de 26 % sur un an, selon les derniers chiffres des Douanes algériennes. Cette évolution est la conséquence d'une baisse des exportations de -25 %, à 7,6 milliards de dollars et des importations également en baisse de -20 %, à 9,1 milliards de dollars. La chute des exportations algériennes s'explique par la baisse conjuguée des ventes d'hydrocarbures (-26 %) et des ventes hors hydrocarbures (-12 %).

La baisse des importations était essentiellement marquée par les biens d'équipements industriels (-35 %), les biens d'équipements agricoles (-50 %), les biens intermédiaires destinés à l'industrie (-33 %) et les biens de consommation y compris les médicaments et les pièces automobiles (-8 %). Par ailleurs les importations de produits alimentaires comme les céréales, le lait et le sucre sont restées stables et l'importation de produits bruts, comme le fer ou le bois ont augmenté de +12 %. L'Algérie a augmenté ses importations de carburants (en raison de l'acquisition de la raffinerie d'Augusta en Italie par Sonatrach).

L'Italie, la France et l'Espagne – les trois principaux clients de l'Algérie – enregistrent un important repli de leurs importations au T1 2020, de respectivement -33 %, -31 % et -53 %. En parallèle, la Turquie et la Chine ont augmenté leurs importations de biens algériens (+21%), et deviennent respectivement le 3ème et le 5ème client du pays, ils étaient 5ème et 9ème il y a un an.

La Chine maintient sa position de premier fournisseur de l'Algérie malgré une baisse de 3 points de sa part de marché (17 % contre 20 % au T1 2019). Elle est suivie par la France (10 % de part de marché), l'Italie (8%), l'Espagne (6 %) et l'Allemagne (6 %).



Maroc : la BAD optimiste pour 2021

La reprise de l'économie marocaine est-elle pour l'année prochaine? La Banque Africaine de Développement (BAD) y croit dur comme fer et annonce que l'économie devrait retrouver des couleurs en 2021 après une année marquée par la crise de la Covid-19. « La croissance du PIB devrait bondir à 4 % au Maroc dans l'hypothèse d'un retour de l'activité à la normale en 2021 », estime la BAD.

L'institution africaine affirme également que les déficits du budget et du compte courant

devraient s'améliorer et atteindre respectivement entre 4,8 % à 5,3 %, et entre 4,2 % à 5,3 % du PIB. La pandémie de la Covid-19 a modifié les perspectives économiques du Maroc en 2020, indique la Banque, soulignant que « la crise qui affecte les principaux partenaires commerciaux du Maroc comme l'Espagne, la France, l'Italie et l'Allemagne, impactera les exportations, notamment celles de phosphate naturel et ses produits dérivés qui ont représenté la moitié des exportations et un dixième du PIB en 2018-2019 ».



Arabie saoudite

◆ Le PIB du royaume s'est contracté de 1 % en glissement annuel au premier trimestre 2020. Le secteur non-pétrolier a enregistré une croissance de 1,6 % (son rythme le plus lent depuis 3 ans), tandis que le secteur pétrolier s'est contracté de 4,6 %.

◆ D'après Jadwa Investment, 1,2 million de travailleurs immigrés pourraient perdre leur emploi et quitter le pays en 2020. Les secteurs les plus impactés seraient : l'hôtellerie, la restauration, les activités administratives et de support, les agences de voyage, et la sécurité. Jadwa Investment note que malgré le départ des étrangers, le taux de chômage chez les Saoudiens resterait inchangé à 12% à la fin

de l'année 2020.

◆ La balance courante au premier trimestre 2020 a été excédentaire de 2,9 milliards de dollars (soit 0,4 % du PIB) après un excédent de 13,8 milliards de dollars (1,7 % du PIB) au premier trimestre 2019.

◆ La TVA de 15 % sur les biens et services est entrée en application le 1er juillet 2020.

◆ Selon l'observatoire national du travail, le taux de Saoudiens travaillant dans le secteur privé serait passé de 18,6 % en 2018 à 20,4 % à la fin du premier trimestre 2020.



Bahreïn

◆ D'après un sondage effectué par la CCI de Bahreïn auprès d'entreprises adhérentes, 39 % des entreprises sondées devraient licencier au moins 20 % de leur personnel et 32 % pourraient fermer (43 % dans le secteur du tourisme). Parmi les points positifs, 73 % de ces entreprises affirment avoir reçu une aide publique et 77 % prévoient un retour à la normale dans un an.

◆ Selon Moody's, le solde courant devrait être déficitaire d'environ 7 % du PIB en 2020, en retenant

une hypothèse d'un cours moyen du baril à 35 dollars pour 2020. L'agence souligne que le royaume devrait enregistrer un déficit courant de 2 milliards de dollars entre juin et décembre 2020, soit un montant plus élevé que les réserves en avoirs placés auprès de la Banque centrale. La capacité du Bahreïn à attirer des capitaux extérieurs sera déterminante pour augmenter le niveau des réserves et assurer le maintien du régime d'ancrage au dollar.



Emirats arabes unis

◆ Le PIB de l'Emirat de Dubaï s'est contracté de 3,5 % en glissement annuel au premier trimestre 2020. L'activité s'est fortement contractée dans les secteurs du commerce (-7,5 %), de l'hôtellerie et de la restauration (-14,8 %).

◆ Les échanges commerciaux des Emirats arabes unis se sont établis à 436 milliards de dollars en

2019, en hausse de 4,4 % sur un an. La Chine (12 % des échanges), l'Inde (9 %) et l'Arabie saoudite (7 %) ont été les principaux partenaires commerciaux des EAU (hors hydrocarbures). Par ailleurs, selon une étude d'Oxford Economics, 900.000 destructions d'emplois pourraient avoir lieu aux E.A.U. suite à la Covid-19.



Koweït

◆ Au cours du premier trimestre 2020, les exportations koweïtiennes se sont établies à 13,2 milliards de dollars, en baisse de 19 % en glissement annuel. Les exportations d'hydrocarbures, qui représentent 90% des exportations totales, ont diminué de 20 % en valeur pour atteindre 11,9 milliards de dollars. Les importations se sont contractées de 12% et ressortent au premier trimestre 2019 à 7,4 milliards de dollars, en 2020. Les importations en provenance

de Chine (15,6 % de l'ensemble ; premier fournisseur du Koweït) ont chuté de près de 25 % pour atteindre 1,2 milliard de dollars.

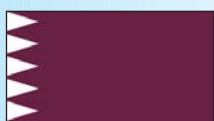
◆ Le montant des avoirs extérieurs (hors avoirs en or) de la Banque centrale s'est établi à 38,8 milliards de dollars à la fin du mois de mars 2020, soit 7,6 mois d'importations de biens et services. Il augmente de 5,1 % par rapport au mois de mars 2019.



Oman

◆ Le Diwan de la Cour royale a publié une circulaire demandant la mise à la retraite d'ici la fin de l'année d'au moins 70 % des employés ayant déjà servi 30 ans dans la sphère publique, ainsi que le non-renouvellement des contrats d'au moins 70 % des experts et consultants étrangers travaillant dans des entités publiques. Dans le sillage de ces annonces, le ministère des Finances a publié une circulaire enjoignant aux entreprises publiques de mettre à la retraite leur personnel âgé de plus de 60 ans.

◆ Selon l'Institut des statistiques (NCSI), le Sultanat a enregistré un excédent budgétaire de 349 millions de dollars sur les quatre premiers mois de 2020, en raison des fortes baisses des dépenses de défense et de sécurité (-17,2 % en glissements annuel, à 2,2 milliards de dollars) et des dépenses d'investissements, notamment pour les projets civils hors hydrocarbures (- 47,8 % en glissement annuel, à 445 millions de dollars).



Qatar

◆ L'excédent dégagé par la balance commerciale s'est établi à 10,4 milliards de dollars au cours des quatre premiers mois 2020, soit une diminution de 32 % par rapport à la même période en 2019. Cette baisse est attribuable à la chute des exportations de 22 % (baisse de 24 % pour les hydrocarbures) et à la diminution de 7 % des importations.

◆ Qatar Petroleum (QP) a conclu trois accords de réservation de capacité de construction de méthani-

ers avec les entreprises coréennes Daewoo Shipbuilding & Marine Engineering, Hyundai Heavy Industries et Samsung Heavy Industries. D'après le PDG de QP, cet accord équivaut à la réservation de 60 % de la capacité mondiale de construction de méthaniers jusqu'en 2027. La valeur de ces accords pourrait atteindre 19 milliards de dollars, selon les besoins de QP.

La Covid-19 a modifié le comportement du consommateur



Selon une étude réalisée par Euromonitor International, la crise sanitaire et la perturbation sans précédent causée par la Covid-19 ont eu de profondes répercussions sur l'économie, les entreprises et les consommateurs du monde entier. La pandémie a ainsi modifié la façon dont les consommateurs vivent, travaillent et font leurs achats.

L'étude révèle que les consommateurs réévaluent désormais leurs priorités de vie et donnent de nouveaux critères à leurs dépenses. La quarantaine et le confinement ont imposé la vie à l'intérieur, accélérant l'évolution de la maison en tant que plaque tournante pour tout. Les consommateurs ont été obligés de développer de nouvelles habitudes en ce qui concerne le travail, le jeu, le shopping, le divertissement et d'exercer le tout depuis leur domicile.

Par ailleurs, l'augmentation du niveau d'anxiété à l'égard de la santé, du revenu, de l'emploi et des préoccupations

générales à l'égard de l'avenir oriente davantage les consommateurs vers des produits qui peuvent contribuer au bien-être physique et moral.

Euromonitor International identifie six thèmes qui ont désormais un impact sur le choix des consommateurs. Parmi ces thèmes, durabilité, une notion qui évolue au-delà de l'inclusion des références éthiques et des préoccupations environnementales vers une approche plus globale qui vise à créer une valeur sociale, environnementale et économique.

Par ailleurs, l'étude indique que le bien-être moral occupe désormais une place centrale et devient une perspective commerciale tangible dont les principaux aspects recouvrent la santé dans sa forme la plus pure, avec l'adoption d'une approche holistique qui englobe même une notion spirituelle. Enfin l'étude affirme que la pandémie a accéléré la montée en puissance du commerce en ligne, du click & collect, et du direct-to-consumer (D2C).

Partant de ces constatations, Euromonitor indique que l'évolution des marchés s'oriente vers des produits à valeurs éthiques, ce qui met les produits de luxe sous pression. Par ailleurs, le concept de « domicile comme centre de santé » refait surface, et l'hygiène et les pratiques de cuisine saines ont une priorité plus élevée. Enfin dans un environnement d'exploitation et de consommation en évolution rapide, avec des consommateurs peu enclins à prendre des risques, l'innovation sera tirée par la demande d'ingrédients immunitaires et bénéfiques pour la santé, pour lesquels les consommateurs seront prêts à payer une « prime ».

Euromonitor International prévoit que les dépenses de consommation par habitant diminueront de 5,2 % en 2020 dans le monde et ne reviendront aux niveaux de 2019 qu'en 2022.

Pour recevoir la Newsletter de la CCFA, veuillez remplir ce document et l'envoyer à l'adresse suivante :

Chambre de Commerce Franco-Arabe

250 bis boulevard Saint Germain 75007 Paris

ou contactez-nous : tél: 01 45 53 20 12 - mail: info@ccfranco-arabe.org

Mme M.

Société :

Prénom :

Nom :

Fonction :

Email :

Adresse :

Code postal :

Ville :

Pays :

CHAMBRE DE COMMERCE FRANCO-ARABE